

*D*iversités et *C*itoyennetés

La Lettre de l'IRFAM

Institut de Recherche, Formation et Actions sur les Migrations

N° 12
IV/2007

DOSSIER

FORMATIONS EN CONTEXTE MULTICULTUREL : CONGRES INTERNATIONAL DES FORMATEURS EN TRAVAIL SOCIAL

Editrice du numéro : Julie Godfroid
Avec la collaboration de Jérémie Vandecastelle

IRFAM-Secrétariat : Juan Pardo Garcia
17 Rue Agimont 4000 Liège - Belgique
T. +32 (0)4 221 49 89 F. +32 (0)4 221 49 87
info@irfam.org - www.irfam.org

Sommaire

- *Editorial, Julie Godfroid, Chargée de Recherche et de Formation à l'IRFAM.*
- *DOSSIER : Congrès international des formateurs en travail social et des professionnels francophones de l'intervention sociale-Namur 2007*
 - o *Présentation du Congrès*
 - o *« Vers une société interculturelle », Laurence Dufay, Coordinatrice de l'asbl Solidarité Savoir, Centre d'action sociale globale de Bruxelles*
 - o *« Quelles formations pour quel travail social en Afrique ? Instantanés du Congrès des formateurs à Namur », Altay Manço, Directeur scientifique de l'IRFAM*
 - o *« La théorie et la recherche : quel apports pour la pratique ? Ou comment harmoniser observations scientifiques et actions sur le terrain ? », Julie Godfroid, Chargée de Recherche et de Formation à l'IRFAM*
 - o *« Le projet VITAR : recherche-action et innovation », Interview de Dina Sensi, Chargée de Recherche et de Formation à l'IRFAM*
- *Nouvelles publications*
- *Informations*

Editorial

Formations pour adultes dans un monde en mutation

Chères amies, chers amis,

Le champ de la formation pour adultes, de l'éducation permanente et de la formation professionnelle et continue se diversifie et se complexifie dans un contexte socio-économique mondial où les effets de la globalisation s'insèrent au niveau local. On constate que la question sociale et culturelle, les besoins sociaux et les politiques publiques se redéfinissent autour de nouveaux axes identitaires. Des effets d'exclusion et de destruction des solidarités s'observent en même qu'émergent des pratiques novatrices de solidarisation et d'action collective, notamment soutenues par un brassage de populations sans précédents à l'échelle planétaire.

Dans ce contexte, on s'interroge sur la manière dont les professionnels de l'intervention sociale et de l'éducation s'outillent afin d'appréhender au mieux ces changements majeurs. La compréhension de la multiculturalité et la gestion des diversités (d'origines, de genres, de convictions philosophiques et religieuses, de statuts socio-économiques, etc.) font partie des enjeux urgents à relever. De plus, les instances internationales comme l'UNESCO, l'OCDE, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne insistent sur l'importance d'une formation continue tout au long de la vie notamment pour les travailleurs sociaux mais aussi pour les formateurs de ces travailleurs, pour les formateurs de ces formateurs, etc. Se pose dès lors la question de l'optimalisation de ces processus d'apprentissage aux enjeux scientifiques et socio-économiques considérables. L'échange, la modélisation, la diffusion vers l'extérieur des pratiques professionnelles représentent quelques manières de perfectionner les processus mis en place en matière d'andragogie.

Le deuxième « Congrès international des formateurs en travail social et des professionnels francophones de l'intervention sociale » s'inscrit dans cette perspective. En posant la question « Quelles formations aux métiers du social pour quel travail social ? », les organisateurs entendent mettre en évidence les évolutions et les changements opérés dans le champ du travail social et de la formation. Dans une conception internationale, ce Congrès tend à créer un espace de mise en commun et de réflexion sur des pratiques innovantes mais aussi sur les résistances qu'engendrent ces transformations.

Quelles sont les mutations des pratiques en formation et en travail psychosocial ? Comment intégrer ces analyses et transformations dans des programmes de formation initiale et continue des formateurs d'adultes ? Comment les préparer à vivre cette complexité ? Quelles sont les compétences spécifiques à développer ? Comment les soutenir dans un positionnement professionnel innovant et résistant ? Comment accueillir, amplifier et diffuser les pratiques alternatives ? Comment valoriser l'expérience professionnelle de chacun ?

Ce numéro de « *Diversités et Citoyennetés* » se propose donc de rendre compte de quelques interventions menées durant ce Congrès qui assurent le lien entre travail social et gestion de la diversité. Ainsi, Laurence Dufay, Coordinatrice de l'asbl Solidarité Savoir, propose une réflexion sur la nécessité de donner des clés aux intervenants sociaux ainsi qu'à leurs publics en matière de communication interculturelle. Quant à Altay Manço, il met en lumière la contribution des intervenants africains présents dans le cadre du Congrès. Ensuite, nous reviendrons sur l'importance d'harmoniser les recherches scientifiques et l'action de terrain dans le domaine social et illustrerons cette réflexion par un exemple de recherche-action menée en matière de valorisation identitaire des travailleurs migrants. D'autres contributions seront reprises par Julie Depireux et Altay Manço dans leur prochain ouvrage intitulé « *Formation d'adultes et interculturelité : innovations en pays francophones* » et présenté dans la rubrique « publication ». Enfin, l'« agenda » clôturera notre dernier numéro de l'année 2007.

D'ores et déjà, l'équipe de « *Diversités et Citoyennetés* » vous souhaite d'excellentes fêtes multiculturelles et voit arriver avec joie et motivation l'année 2008 placée sous le signe du « Dialogue interculturel ».

Julie Godfroid

Chargée de recherche et de formation à l'IRFAM



CONGRÈS 2007

**Quelles formations aux métiers
du social pour quel travail social?**

Les 3, 4, 5, 6 et 7 juillet 2007 s'est déroulé à Namur le deuxième congrès international des formateurs en travail social et des professionnels francophones de l'intervention sociale. Ce deuxième congrès s'inscrit dans la ligne de celui qui a été initié à Caen (France) en juillet 2005.

Il s'agit d'une rencontre comptant 176 communications au total venant de 12 pays différents, soit la Belgique, Cameroun, le Canada, le Congo, la France, le Liban, le Mali, le Portugal, la Roumanie, le Sénégal, la Suisse et la Tunisie.

Il s'articule autour de plusieurs interrogations : quelles sont les nouvelles pratiques sociales, comment émergent-elles? Comment se diffusent-elles ? Quels sont les nouveaux métiers du social qui fleurissent aujourd'hui ? Comment y accède-t-on ? Par quelles formations ? En quoi le sens même du travail social est-il questionné ? Quelles perspectives développer ? Quel rôle peuvent jouer les dispositifs de formation ? (...)

Le panel de réponses proposés lors du Congrès invite les participants à prendre du recul par rapport à leur pratique quotidienne, à s'inspirer des autres, à créer des échanges, à se mettre en réseau et à innover dans le domaine social en perpétuel mouvement.

Pour plus de renseignements, consultez le site internet :

www.congres2007.org

Laurence Dufay :

« Vers une société interculturelle »

Laurence Dufay est assistante sociale et coordinatrice de l'asbl Solidarité Savoir, Centre d'Action Sociale Globale basé à Molenbeek-Saint-Jean. Formée en communication non-violente et en PNL, elle anime entre autres des ateliers sur « la gestion de conflits interculturels ».

Depuis la nuit des temps, des interactions ont lieu entre des individus ou des groupes humains porteurs de programmations (d'identité) culturelles différentes. La diversité culturelle n'est donc pas un phénomène récent. Alors, pourquoi se former spécifiquement à l'interculturalité aujourd'hui ?

Le secteur social a un rôle important dans l'anticipation des problématiques sociales et dans la transmission de ses analyses au politique. Il peut encourager l'interculturalité, le métissage, le décloisonnement dans les interventions et favoriser l'éducation interculturelle. Pour jouer son rôle d'interpellation du politique, les travailleurs sociaux ont sans doute aussi besoin d'outils pour analyser collectivement des problèmes et adapter les réponses de terrain. En formation continue, ils souhaitent ajuster davantage leurs pratiques professionnelles (pertinence, respect des personnes, etc.) et aborder positivement les conflits qui peuvent naître à partir de représentations du monde divergentes.

L'interculturalité se vit bien au-delà de l'immigration et nombreuses sont les situations où la culture du travail social rencontre la culture des entreprises ou la culture politique; où la culture institutionnelle rencontre la culture de la rue; etc.... Malgré tout, la question interculturelle est souvent liée aux relations avec les immigrés (et notamment les plus pauvres) ou y est limitée. Une petite recherche en bibliothèque sur la thématique « interculturel » permet souvent d'illustrer l'importance de cette représentation : elle passera dans de nombreuses bibliothèques (même celles d'écoles sociales) par l'entrée « immigration » ou « racisme » ...

Depuis une quarantaine d'années, nos villes connaissent des mutations importantes relatives à leur population, leurs valeurs, leur mode de consommation et leurs moyens de transport et de communication via le développement technologique. De nombreuses personnes issues de cultures et/ou porteuses de nationalités différentes y cohabitent et ses citoyens portent des identités multiples et de plus en plus complexes. Les relations homme femme et entre classes sociales se sont aussi profondément transformées. L'immigration fut quelque fois le prisme à travers lequel notre société a regardé ses identités plurielles et a tenté de les gérer, côtoyant ainsi, consciemment ou non ses propres incohérences. Le travailleur social est amené à encourager la mutation de notre société multiculturelle vers une interculturalité harmonieuse où la diversité est valorisée et les discriminations de tout ordre sont empêchées.

Mais qu'entendons-nous, par interculturel ?

Quand on parle d'interculturalité, on parle d'un phénomène (des interactions et des échanges), d'un champ de recherche en sciences humaines et sociales ou de l'action interculturelle (projet volontariste). Les recherches en interculturalité étudient les relations entre les groupes ou entités culturelles (séparées ou en contact) ainsi que la diversité culturelle. Les phénomènes d'identification, d'appartenance, d'exclusion, de rencontre, de rejet, de repli, d'intégration, d'assimilation, de stratégies identitaires et de dévalorisation y sont analysés. La psychologie interculturelle se penchera davantage sur les processus d'adaptation, d'intégration ou d'insertion, les stratégies identitaires, la psychologie de l'exilé, la conception du rapport entre psychisme et culture, etc. L'interculturalité est aussi une option parmi d'autres pour aborder la diversité et coexiste avec le modèle assimilationniste ou

communautariste. La culture y est donc définie au sens le plus large et ne se limite donc pas à ses aspects les plus visibles comme l'habillement, les traditions culinaires ou la langue¹.

Des compétences à développer

En formation et en travail social, la rencontre interculturelle est à contextualiser au niveau :

- historique : évolution des relations État – religions (en Belgique : principe de souveraineté, art. 9 de la CE des D de l'H sur les libertés religieuses, droits des minorités, ...), immigration, évolution des relations homme – femme, , etc.
- économique : relations entre le secteur marchand et non-marchand, évolution des niveaux socio-économiques, etc.
- sociologique : rapports entre classes sociales, rapports entre les genres, etc.
- politique : législations, politiques d'intégration, etc.

Pour que la rencontre (les interactions) voire la confrontation puisse être enrichissante, une réflexion et une connaissance de son système de valeurs, de son identité, de ses propres cultures (familiales, institutionnelles, religieuses, systèmes de contrôle et de pouvoir, etc.) et de celles des autres deviennent indispensables. L'acquisition de notions sur l'ethnocentrisme et la puissance des préjugés ne suffisent pas ou plus.

Les compétences interculturelles sont multiples : prise de recul par rapport à ses propres repères, contextualisation des situations, expression de son vécu personnel, gestion des stéréotypes et préjugés (les siens et ceux des autres), capacité de décentration et empathie, passage de l'ethnocentrisme à l'isomorphisme, gestion des conflits et négociation, capacité de se positionner sans perdre son identité et ses convictions, connaissance de ses représentations, pouvoir exister dans la différence et la divergence, méta communication, etc.

La communication interculturelle n'est jamais neutre. Elle peut être vécue comme un « choc » générateur d'insécurité ou encore comme une chance de s'enrichir de nos différences. Découvrir quels en sont les ressorts, apprivoiser les réactions que ces situations suscitent en nous, améliorer nos relations interculturelles ; tels sont les enjeux de la formation. Distinguer la question sociale de la question « culturelle » (éviter la « culturalisation » de problèmes socio-économiques) ou éviter diverses formes de paternalisme ou néocolonialisme deviennent de véritables compétences à développer.

¹ Robert Kohls, psychosocio-anthropologue américain, L'analogie de l'iceberg.

Altay Manço :

**« Quelles formations pour quel travail social en Afrique ?
Instantanés du Congrès des formateurs à Namur »**

Le deuxième congrès international des formateurs en travail social a bénéficié d'une importante présence de praticiens et chercheurs originaires de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb. Plusieurs communications et ateliers ont permis aux participants de mieux comprendre les réalités du métier d'intervenant social au Sud, en cela compris les dimensions stratégiques de la formation initiale et continue. Instantanés.



Précarité mais aussi des tentatives d'adaptation

L'approche socio-historique de **Mbacké Diouf**² du **Sénégal** plante d'emblée le décor qui sert de trame à l'expression de « la noblesse et des difficultés » des professions du social, dans les pays en voie de développement : « la difficulté est entre autres de positionner la profession dans une perspective historique. Dans un premier temps, des courants originaires de France ont marqué l'éducation sociale et leur transposition au Sénégal, durant la période coloniale. Dans la période post-coloniale, on assiste à l'émergence de multiples problèmes à gérer comme l'importance de la masse paysanne marginalisée, les disparités villes/campagne, l'insuffisance des ressources budgétaires, etc. » Selon Diouf, les premières réponses politiques concernent l'introduction de l'éducation non formelle dans les campagnes qui rencontrera des difficultés à se concrétiser. Une intensification des efforts d'analyse et de théorisation sur l'éducation suivra favorisant la mise en place de structures dédiées aux jeunes (camps de jeunesse, chantiers-écoles, service civique national). Et aujourd'hui ? Pour appréhender la politique d'éducation populaire actuelle au Sénégal, Diouf propose deux niveaux d'analyse : la signification philosophique et l'organisation concrète de l'éducation populaire à travers ses structures, ses pratiques et ses moyens. L'éducateur populaire est au Sénégal une des principales figures de l'intervenant communautaire. La reconnaissance sociale dont jouit cette profession et ses adaptations aux besoins de la société sont les deux axes qui détermineront son avenir. L'expérience de terrain de Mbacké Diouf dans un centre de référence pour adolescents et sa position au sein d'un réseau de comparaisons internationales permet d'identifier de nombreuses perspectives.

Blaise Jacques Nkene³ constate également, à partir de l'exemple du **Cameroun**, que face à la précarité les métiers du social doivent constamment se réinventer. Selon le conférencier, la gestion du social est au centre des préoccupations de la plupart des Etats, souvent surpris par une intensification de problèmes sociaux divers, complexes et multifformes. Les réponses en termes de « techniques d'interventions sociales » montrent également une même variété et différenciation. Pour Nkene, il est opportun pour les gouvernements africains de s'interroger sur les types de formations pertinentes pour les travailleurs sociaux face à la complexité des tâches : délinquance,

² Coordinateur du Centre « Conseil Adolescents et Jeunes » de Mbour au Sénégal (ccambour@hotmail.com).

³ Université de Yaounde au Cameroun (nkene@yahoo.com).

consommation de drogues, pauvreté, exclusion et marginalisation sociales, ... Ainsi, « *la question de la formation des travailleurs sociaux doit être regardée comme un impératif, une urgence pour les pays en développement, au regard du degré d'anomie et de dénuement auxquels ils sont confrontés au quotidien* ». Selon Nkene, la situation camerounaise peut se résumer par trois constats : (1) une formation souvent réalisée sur le tas, ce qui pose le problème de la qualité de la formation aux métiers du social ; (2) une formation souvent réalisée sur le tard, ce qui pose le problème de l'arrimage des savoirs et pratiques aux standards internationaux ; et enfin, (3) un formatage des politiques sociales qui pose le problème de l'urgence d'un diagnostic et des orientations appropriées. Dans ce cadre, les partenariats entre le Nord et le Sud, sont considérés comme un plus pour l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne.

Pour **Hilaire Omalete Osako**⁴, en **République Démocratique du Congo**, les acteurs sociaux tentent également de développer des stratégies de lutte contre les multiples phénomènes d'inadaptations sociales, de déviances et de discrimination de populations vulnérables. Les initiatives d'action sociale visent principalement l'accueil, la réhabilitation, la prise en charge, l'accompagnement social des personnes en difficulté dans une perspective soit de prévention, soit de réinsertion familiale et/ou socioprofessionnelle. L'intégration communautaire est également un axe méthodologique important. Selon Osako, dans des conditions difficiles, « le cœur et le courage » sont souvent les seuls supports des travailleurs sociaux. Il est vrai que l'aggravation de la crise socio-économique au Congo ainsi que les conflits armés à répétition ont des conséquences visibles sur la remise en question des finalités, des approches et des réalisations du travail social. Selon l'auteur, le travail social connaît actuellement un déplacement de ses modes d'intervention, de ses lieux d'exercice, de ses champs d'intervention prioritaires. L'intervention ne s'exerce plus exclusivement dans les institutions, mais se situerait bien davantage dans l'interface entre l'institutionnel et le communautaire, entre le formel et l'informel, et parfois dans la rue, dans les campagnes. Aussi ce travail social et sa gestion nécessitent l'acquisition de nouvelles compétences et exigent une adaptation ou une réforme de ses objectifs, contenus, programmes, modalités de suivi et d'évaluation, et enfin, une refonte de la formation des intervenants sociaux. Pour Osako, la réflexion sur les outils et les procédures de la formation des travailleurs sociaux est une véritable urgence.

« *Avec quels moyens ?* » pourrait relancer son collègue, Madame **Marie Thérèse Mulanga Kamuanya**⁵ également de la RDC traitant de la problématique de financement de l'action sociale. La RDC, à l'image d'autres pays de l'Afrique, reste en effet tributaire d'un contexte profondément marquée par la crise socio-économique et des conflits armés. Durant la transition politique en cours, l'action sociale en faveur des personnes en difficulté ne semble pas avoir suffisamment bénéficié du financement public et de l'aide internationale. Or, « *il est admis que, réducteur des facteurs de risque en matière de santé, l'action sociale contribue à la lutte contre la pauvreté* ». Pour Kamuanya, le législateur congolais soutient insuffisamment le secteur social. Ceci se traduit par la rareté des réponses publiques face à l'immensité des défis sociaux. Seules les structures privées bénéficiant de l'appui extérieur parviennent à développer une offre de service, mais elles se trouvent rapidement débordées face à l'ampleur de la demande venant des populations vulnérables. « *La situation de guerre occasionne l'apparition des nouveaux fléaux tels que le rejet des enfants pour cause de sorcellerie, de SIDA, de violences sexuelles exercées sur les femmes. Les enfants non accompagnés sont la proie de groupes et forces armées. Ces problématiques exigent pourtant à la fois une augmentation des acteurs formés, mais aussi des ressources financières et des équipements appropriés pour promouvoir et favoriser la réinsertion* ». Pour l'auteure, il est nécessaire d'analyser les politiques, les mécanismes et les modalités de financement de l'action sociale au Congo.

La formation des travailleurs sociaux

Sidiki Traore⁶ trace l'évolution du champ de la formation en travail social au **Mali** : « *deux fois plus étendu que la France, avec plus de 11 millions d'habitants, le Mali est un pays de l'Afrique de l'Ouest, sans débouché maritime, sans grandes richesses minérales et un territoire à trois quarts désertique. L'un des cinq pays les plus pauvres du Monde, il est confronté à de multiples problèmes sociaux.* » L'histoire de la formation sociale dans ce pays remonte à la création du « Service Social au Soudan français » en 1953, l'objectif étant l'intégration de l'indigène dans le système colonial. A l'indépendance, plusieurs structures de service social sont créées. Elles finissent par être débordées par la tâche de l'assistance aux collectivités lors des sécheresses successives. Pour Traore, les dernières décennies verront cependant une « révolution » de l'action sociale dans ce pays : le concept

⁴ Centre Africain de Formation Supérieure des Educateurs Sociaux, Kinshasa, République Démocratique du Congo (apdhumain@yahoo.fr).

⁵ Centre Africain de Formation Supérieure des Educateurs sociaux, Kinshasa, RDC (mtmulanga@hotmail.com).

⁶ Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux de Bamako (Mali) : infts2006@yahoo.fr.

d'assistance est remplacée par celle de solidarité, la « promotion féminine » devient une priorité, on innove en dédiant un service aux personnes âgées, ... La formation des travailleurs sociaux suit le même graphique : si en 1959, la seule école en la matière répond aux besoins de l'administration coloniale, dès 1964, est créée une section « Assistantes sociales » dans l'École secondaire de la Santé. D'autres écoles apparaissent dans les décennies suivantes pour répondre aux besoins de développement communautaire et assurer la formation des travailleurs sociaux maliens. Dès 2002, la création de l'Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux, marque un début d'intérêt pour la formation initiale et continue de cadres moyens et de cadres de conception. Cette évolution est sollicitée par la diversification des secteurs d'activité : consolidation de la solidarité, défense et protection sociale des enfants en situation difficile, des personnes infectées et affectées par le SIDA, appareillage des personnes handicapées, etc. L'exemple malien montre, toutefois, comme partout ailleurs, que les secteurs d'intervention sont déterminés par les contextes sociopolitiques. Il faut ainsi retenir que l'évolution du service social malien, depuis sa création, sert essentiellement les citoyens en laissant presque de côté les 70 % de la population vivant en milieu rural. L'offre de formation cherche à se spécialiser : « comment un seul et même profil en travail social spécialisé peut-il répondre aux besoins des hôpitaux ? des centres carcéraux ? des centres d'accueil d'enfants abandonnés ? des jeunes délinquants ? des centres de développement ruraux ? ... » se demande le spécialiste. Pour Traore, compte tenu des besoins immenses et des moyens limités, seule la formation d'agents spécialisés, par des stages, peut contribuer à répondre aux besoins. La formation qui a fourni d'énormes efforts pour prendre en compte ces divers problèmes, est aujourd'hui débordée, selon le conférencier. Une partie des solutions passe par la coopération entre les structures de formation du pays.

Le processus de formation des éducateurs sociaux en RDC a quelque chose de comparable à la situation précédente. **Mukanz Kabw** et **Sébastien Diyamby**⁷ présentent de concert ce comment le Centre Africain de Formation des Educateurs Sociaux s'est penché depuis 1996 sur la difficulté d'offrir des services de qualité aux enfants et adultes en situation difficile. L'objectif étant de diminuer l'ampleur des inadaptations et exclusions sociales dans le pays. La formation des éducateurs sociaux a ainsi pour cible stratégique la capacité des travailleurs sociaux à s'inscrire dans des équipes et l'accroissement des performances des équipes de terrain. Les auteurs expliquent en quoi l'existence de leur structure est un progrès face à la situation antérieure : professionnels formés sur le tas par des programmes courts orientés uniquement vers les besoins spécifiques des ONG, etc. Par ailleurs, l'absence d'un programme général de formation des éducateurs rendait difficile une quelconque comparaison entre les formations reçues. L'importance d'articuler formation initiale et emploi, formation initiale et continue est également soulignée. Le principe d'alternance entre la pratique et la théorie conduit les étudiants et apprenants à faire le va-et-vient entre le Centre de formation et le terrain de stage. Cependant, de nouvelles problématiques apparaissent exigent des recherches devant déboucher sur de nouvelles formations pour une préparation aux nouvelles pratiques sociales en vue de les affronter avec efficacité. Le chemin nécessite un passage obligé par la concertation entre les structures publiques et les ONG locales ou étrangères.

Lassaad Labidi⁸ de Tunisie insiste lui aussi sur le difficile mariage entre la logique académique et la logique de terrain. Il situe également la formation des travailleurs sociaux tunisiens à travers l'histoire des changements socioculturels et économiques de leur pays. « Avec la création de la première école de service social, la formation dispensée a fini par devenir de type professionnel. Depuis la fin des années 1980 et l'ouverture d'une nouvelle institution universitaire, nous avons assisté à la succession de plusieurs cycles de formation universitaire en travail social voulant répondre aux besoins du Ministère des Affaires sociales, en sa qualité du plus important employeur des travailleurs sociaux. » La question que le conférencier se pose, porte sur l'impact des différentes orientations économiques et des changements sociaux sur les différents choix faits dans le champ de la formation des travailleurs sociaux tunisiens, en particulier les intervenants de première ligne. Comment évolue la formation des travailleurs sociaux tunisiens ? Quelle place occupe aujourd'hui la formation pratique et jusqu'à quel point permet-elle de faire le lien avec la théorie ? Comment sont recrutés les étudiants futurs travailleurs sociaux et quel est leur degré de motivation pour travailler dans le champ de service social ? ... La réalisation d'enquêtes et d'évaluations auprès des étudiants permet dans ce cas d'imaginer une meilleure adaptation aux enjeux du terrain.

⁷ Centre Africain de Formation Supérieure des Educateurs sociaux, Kinshasa, RDC (anescafes@yahoo.fr).

⁸ Institut National du Travail et des Études Sociales de Tunis, Tunisie (lassaadlabidi1964@yahoo.fr).

Un terrain à explorer fait de dynamisme et de défis

Les récentes évolutions dans la formation des travailleurs sociaux en Tunisie est aussi le sujet du **Dr. Moez Ben Hmida**⁹. Le moteur du changement semble ici être le partenariat liant l'Unicef et le Ministère des Affaires sociales et de la solidarité, un partenariat soutenu par des Tunisiens résidant à l'étranger et soucieux d'assurer une mise à niveau des formateurs en service social dans les régions dont ils sont originaires. L'initiative a bénéficié d'une étude préalable portant sur la situation professionnelle des intervenants de terrain en service social et leurs besoins en matière de formation. Ce diagnostic a débouché à l'encadrement d'une quarantaine de formateurs régionaux en service social sur la période 2004-2007. Ces derniers ont pu contribuer à la formation continue des acteurs de première ligne sur divers champs : connaissances générales et théoriques en service social ; législations en rapport avec les activités, techniques d'intervention sociale et questions d'éthique, techniques de gestion de projets. Le programme de formation continue a été l'objet d'une évaluation à mi-parcours en juin 2006 ; celle-ci révèle des aspects positifs, mais aussi des dissonances par rapport aux attentes. Le retour sur cette initiative est indéniablement riche en termes d'échanges d'expériences et de développement dans le champ de la formation en service social. Gageons que ce type d'initiative structurée permettra de rendre passionnant et utile **le prochain congrès des formateurs de travailleurs sociaux en Tunisie, en 2009**, le premier en terre africaine !

⁹ Institut National de Travail et des Etudes Sociales, Tunis, Tunisie (mbhconseil2000@yahoo.fr).

Julie Godfroid

**« La théorie et la recherche : quels apports pour la pratique ?
Ou comment harmoniser observations scientifiques
et actions sur le terrain ? »**

Le travailleur de terrain peut-il initier la recherche scientifique ? Le chercheur peut-il accompagner l'intervenant social dans sa pratique ? Ces professionnels de l'action sociale peuvent-ils collaborer et s'influencer mutuellement ? Voici des questions auxquelles l'IRFAM tente de répondre depuis maintenant 10 ans.

10 ans de recherches-action, 10 ans de travail de terrain, 10 ans de formations de professionnels, d'accompagnement d'équipes, de publications. Profitons de cet événement pour revenir sur la philosophie de l'IRFAM en matière de recherche et de formation.

En effet, depuis sa création, l'Institut est amené à intervenir auprès des acteurs de terrain qui sont en demande de compréhension des réalités psychosociales qui les entourent. Ces professionnels font appel aux services d'experts extérieurs à leur institution afin de prendre du recul, de la hauteur par rapport à une pratique quotidienne systématisée.

Quel est le rôle de l'IRFAM ? Conceptualiser, d'abord : mettre des mots sur des contenus observés et en faire découvrir de nouveaux. Contextualiser, ensuite : soit aider les professionnels à prendre conscience et à mettre en perspective les facteurs influençant le système dans lequel ils évoluent.

A travers une activité scientifique systématique, l'IRFAM aide à produire du savoir autour d'un objet défini et à travers une méthodologie donnée dont les résultats, rendus publics, sont vérifiables et discutables par d'autres. Ces activités permettent la production d'une vision nouvelle de l'action, de ses causes, de ses objectifs, buts et visées ... Elles permettent de donner sens à l'action dans une société donnée : décoder les messages venant du terrain, de l'action, de la première ligne. Ces activités permettent également d'interroger la pratique elle-même. Où va-t-on ? Quel sens a cette action ? Pour qui ? Dans quelle conception de la société et de l'humain ? etc.

La recherche AVEC les intervenants sociaux

Pour être efficace et produire des effets concrets plus ou moins rapides, l'Institut considère que la recherche doit impliquer les acteurs concernés par sa problématique selon divers degrés : la recherche est alors envisagée comme une « recherche-action ». Ainsi, la recherche vise à *produire du savoir et du savoir-faire autour d'une problématique définie et en général située dans le champ du changement institutionnel*. Elle procède à travers une méthodologie partagée avec les acteurs considérés en tant que partenaires de recherche, de réflexion et d'action. Ces acteurs disposent en effet d'une connaissance de « l'intérieur » des réalités dont la recherche traite, ce qui constitue une source d'information inestimable sur les actions, les publics concernés, les représentations que l'on en a, etc. Dès lors, les acteurs sont les pilotes de la production évolutive des connaissances et des actions, ainsi que de la définition des méthodes, des enjeux, de l'évaluation et de la diffusion finale des résultats de l'activité scientifique. Ils sont une garantie de l'application future des connaissances et de l'appropriation des méthodes développées.

Tous les programmes de formation ou d'accompagnement sont soit élaborés par les formateurs de l'IRFAM en réponse aux besoins formulés par les acteurs, soit structurés en étroite collaboration avec l'équipe d'intervenants

sociaux sollicitant une intervention. L'objectif étant de permettre aux acteurs de terrain de modéliser des pratiques et d'utiliser un maximum d'outils de manière autonome.

La recherche est envisagée comme une forme de conscientisation qui interroge : « pourquoi ? ». C'est donc une praxis réflexive permanente qui permet aussi de faire de la médiation entre diverses cultures professionnelles : le chercheur d'une discipline, l'acteur d'un secteur, le décideur d'un niveau donné, etc.

Au niveau du « comment ? », les activités de recherche permettent aux acteurs sociaux d'évaluer ce qui est possible en fonction des visions et des moyens existants ou à développer. C'est encore en ce sens que la recherche permet de faire de l'action. En outre, l'IRFAM envisage la recherche comme une évaluation des effets des pratiques permettant une rétroaction : c'est ainsi que la recherche permet d'adapter les visions, moyens et actions aux évaluations. Elle permet donc un retour à la réflexivité et ainsi de suite. Elle permet ainsi de construire des formations pour partager des savoirs.

A travers la recherche, l'IRFAM tente de répondre aux questions suivantes : « Que produit ce que nous faisons sur les populations avec qui nous fonctionnons ? Effets mesurables, comment ? Sur qui ? Pour combien de temps ? Effets sur les comportements, les attitudes et les visions ? Effets immédiats et différés ? Effets visibles et cachés ? Effets désirables ou non ? Effets directs et indirects ? Effets attendus ou non ? ...

Des exemples de recherches-actions :

Le « **Développement social local et développement des services** » est un de ces terrains particulièrement investi par l'Institut : le développement social renvoie au déploiement des capacités d'expression, d'initiative et d'organisation des habitants. Cela consiste en une modification des représentations que les personnes ont d'elles-mêmes, une modification de leurs relations mutuelles et de leurs attitudes envers l'environnement. Cela consiste aussi à agir sur l'amélioration des conditions de vie. Il s'agit enfin de promouvoir les services et les associations locales pour un développement « intégré » et durable. La notion d'intégration fait référence aux liens inextricables entre différents types d'exclusions vécues par les groupes marginalisés et, en particulier, par les groupes issus de l'immigration. Si les exclusions sont multiples et se renforcent mutuellement dans des systèmes complexes, elles doivent être combattues dans des domaines eux aussi multiples. L'action de l'IRFAM se base sur un postulat selon lequel une intervention psychosociale et culturelle de revitalisation personnelle est nécessaire et complémentaire à toute initiative collective d'intégration sociale.

Exemples de projets :

- 2002-2005 : « *Scouts pour tous* ». Ouverture du scoutisme aux populations diversifiées. Recherche-action à la demande des Fédérations de scouts.
- 2002-2005 : *La présence et l'intégration des populations immigrées dans des zones semi-urbaines en Wallonie : exemple de la Basse-Meuse – Soutien de la Région wallonne et de la ville de Visé.*

« **Prévenir la violence sociale et l'exclusion par la négociation culturelle** » est un autre objectif d'éducation en contexte de diversité socioculturelle. En effet, toute personne ayant à vivre dans un pays qui n'est pas celui de ses origines peut être considérée comme à la recherche d'un équilibre délicat entre respect d'une identité culturelle originelle et négociation identitaire permettant une existence et une reconnaissance sociales dans le pays d'accueil. Plus particulièrement, les jeunes issus de l'immigration sont au cœur de cette problématique. De nombreux indices, ainsi que de multiples faits divers, montrent, en effet, que la question de l'émancipation socioculturelle des jeunes d'origine étrangère constitue un point de confrontation sociale entre, d'une part, les sociétés européennes, individualistes et modernes, et, d'autre part, les communautés immigrées extra-européennes porteuses, dans une large mesure, d'une identité culturelle plus collectiviste et traditionnelle. Si la recherche et les applications qui en découlent sont menées dans un souci aigu de non-stigmatisation des familles issues de l'immigration - qui ne peut qu'engendrer une crispation au sein des familles et une complication du travail éducatif à mener -, l'idée est de dégager des stratégies de gestion de la dissonance culturelle et de la négociation identitaire. Celles-ci sont proposées comme une réponse positive, au sein des populations immigrées, afin de permettre une expression culturelle épanouie. Par ailleurs, les intervenants socioculturels et les enseignants expriment souvent un désarroi lié au fait d'avoir à travailler dans un champ truffé de tensions culturelles entre les familles immigrées et les cultures institutionnelles des organismes et structures chargés de les accueillir, animer. Par de multiples aspects, cette réalité

semble leur échapper et suscite bien des fantasmes qui polluent les représentations ou perturbent la qualité du travail socio-éducatif. Ainsi, il est urgent de travailler à l'identification de stratégies identitaires et intégratives efficaces au sein des familles immigrées et des populations d'accueil : la capacité à négocier dans des contextes de dissonances culturelles est considérée comme une garantie de développement culturel et de participation sociale. La création, l'évaluation et la diffusion d'outils pratiques de sensibilisation, d'information et de formation sur base de résultats de recherches, à destination des jeunes issus de l'immigration, de leurs parents et des intervenants socioculturels travaillant avec ce public, est également au nombre des objectifs à poursuivre.

Exemples de projets :

- *En cours - 2004-2008 : Comprendre et interagir avec les nouvelles migrations internationales : la notion de prise de risque au sein d'une population de migrants clandestins. En collaboration avec le Service de Psychologie du développement social de l'Université de Liège.*
- *2006-2007 : Education citoyenne à la diversité. Bonnes pratiques et recommandations. Dans le cadre des mesures d'accompagnement du programme SOCRATES de l'UE en collaboration avec le CEJI.*

Les influences de la recherche sur l'action et l'offre de formation

Les échanges avec les intervenants de terrain en tant que partenaires de la réflexion aident également l'IRFAM à réadapter ses contenus de formation, sa propre contribution au travail social. De cette manière, en 2003-2004, l'IRFAM a mené une recherche sur les besoins en formation en matière de relations interculturelles en Wallonie. Les résultats de ce travail ont montré que les intervenants sociaux, dans leur choix de formation, privilégiaient davantage la dimension interpersonnelle et le développement de leur capacité d'intervention dans la relation avec des bénéficiaires, tandis que la dimension institutionnelle, législative et politique de l'intervention sociale en lien avec l'interculturalité semblait ne pas constituer un choix prioritaire de formation (voir les résultats complets de la recherche sur : http://www.irfam.org/documents/TELECHARGEMENT_43_ART_BESOINS_FORMATION.pdf).

Des hypothèses d'explications ont été avancées et la recherche a permis à l'Institut d'adapter des modules de formation continue et d'accompagnement plus proches des réalités de terrain des intervenants sociaux.

Ces recherches et les nombreuses expériences de terrain ont amené l'IRFAM à adapter ses propositions de formations en fonction des différents types d'institutions qui souhaitaient une intervention (associations, administrations, écoles, centres pour réfugiés, entreprises,...) et à créer des outils novateurs répondant à leurs besoins spécifiques. Ainsi à l'heure actuelle, les thématiques privilégiées sont :

- *La prévention des violences symboliques et la communication de crise*
- *Le développement des compétences et de la communication interculturelles*
- *L'éducation à la diversité et à la paix*
- *La pédagogie interculturelle et les stratégies de prévention de l'échec scolaire*
- *Les « relations écoles-familles »*
- *L'intégration de la perspective de genre dans les politiques et actions des institutions (publiques ou privées)*
- *La gestion et l'évaluation de projets, d'actions et/ou de recherches*
- *L'accompagnement à l'écriture et à la publication*
- *La création artistique comme vecteur de cohésion sociale*

Pour l'Institut, Recherche et Action s'influencent continuellement, inspirent la réflexion et la concrétisation des actions. Toutes les interventions de l'IRFAM (conférences, formations, soutien d'équipe, aide à la conceptualisation de projet,...) sont motivées par la recherche et génèrent de nouveaux apports théoriques qui font l'objet de publications reconnues par la Communauté Française comme supports en matière d'Education Permanente.

L'IRFAM utilise donc la recherche¹⁰ comme outil de formation continuée ou initiale afin de découvrir des réalités, d'apprendre par l'action, mais également de transférer vers les acteurs des méthodes et technologies utilisées par les chercheurs. La science appliquée aux actions par les acteurs eux-mêmes, c'est en quelque sorte les développer, les modéliser, les théoriser, les comparer avec d'autres initiatives, les diffuser, les partager et encourager les acteurs à se les approprier.

¹⁰ Pour plus de détails concernant les recherches menées au sein de l'IRFAM, veuillez consulter le site internet www.irfam.org, rubrique « Recherches-Actions ».

Interview de Dina Sensi

« Le projet VITAR : recherche-action et innovation »

Dans le cadre de ce Congrès, « Diversités et Citoyennetés » a rencontré Mme Dina Sensi. Dina Sensi est docteure en Sciences de l'éducation. Chargée de recherche et de formation à l'IRFAM, elle travaille sur l'éducation à la diversité et la gestion de la multiculturalité dans les écoles et les organismes de formation. Elle a également mené au cours de sa carrière de très nombreuses évaluations de projets et de programme d'innovation au niveau européen.

Diversités et Citoyennetés- Dina Sensi, quel est l'objet de votre présentation dans le cadre de ce congrès ?

Dina Sensi- « Le but de mon intervention est de présenter un exemple de recherche-action que nous menons depuis plusieurs années au sein de l'IRFAM et qui a pour objectif de valoriser les compétences identitaires et professionnelles des migrants. De nombreuses études ont en effet montré qu'une majorité de migrants originaires des pays du Sud, diplômés, hautement qualifiés, ne parvenaient à obtenir un emploi équivalent à leur niveau d'études lorsqu'ils décidaient de s'installer au Nord. Nous avons donc décidé de mener des recherches sur le sujet et de proposer des pistes d'action afin de dépasser cet obstacle à l'insertion socio-professionnelle des migrants. »



Diversités et Citoyennetés- Quels constats tirez-vous de vos recherches ?

Dina Sensi- « Nos recherches nous ont révélé deux constats importants : le premier est que parmi les mutations les plus importantes du travail social d'aujourd'hui, on peut identifier celles qui sont liées à l'accroissement de la diversité culturelle des publics auxquels sont confrontés les travailleurs sociaux. Ceux-ci doivent au quotidien et sans nécessairement y avoir été préparé, pratiquer la communication interculturelle et lutter contre les préjugés, les stéréotypes et les discriminations que subissent certaines minorités. Une des minorités particulièrement victime de discriminations est la communauté de migrants originaires d'Afrique subsaharienne. Un autre constat, mis en évidence dans une autre étude demandée par la Région wallonne et réalisée par l'IRFAM, montre que les besoins de formation des intervenants sociaux dans le domaine interculturel sont importants et pas nécessairement rencontrés par les offres de formation en Wallonie. On constate en effet une pénurie de formateurs wallons. »

Diversités et Citoyennetés- Que proposez-vous alors pour pallier à ce manque ?

Dina Sensi- « Sans avoir la prétention de pallier complètement à ce manque, nous avons imaginé, en collaboration avec de nombreux partenaires en Wallonie et à Bruxelles, des pistes d'action permettant de répondre à ces deux constats. L'histoire a débuté en 2001 lorsque l'IRFAM a initié une recherche-action « V.I.T.A. » (Valorisation Identitaire, Transfert et Autonomie) portant sur des populations originaires de l'Afrique subsaharienne résidant en Wallonie et à Bruxelles. Faisant suite à VITA, le projet VITAR I, « Valorisation Identitaire, Transferts, Autonomie, Réalisations » a été soutenu par le Ministère des Affaires sociales de la Région wallonne dans le cadre d'un projet du FSE et réalisé avec la contribution de plusieurs partenaires. »

Diversités et Citoyennetés- En quoi consiste ce projet exactement ?

Dina Sensi- « Le Projet Vitar I pose comme hypothèse la mise en œuvre de nouvelles pratiques d'insertion et de coopération avec l'Afrique, dont les acteurs principaux seraient les Africains immigrés eux-mêmes. Il s'agit de définir et de valoriser les ressources et les compétences de cette population dans le cadre de pratiques de transferts et d'échanges avec le continent africain, mais également dans le cadre de fonctions exercées en Belgique ou depuis

la Belgique...Il ne s'agit pas de renvoyer les personnes migrantes dans leurs pays d'origine mais de valoriser au maximum les compétences et les ressources de ces personnes. »

Diversités et Citoyennetés- S'il existe un VITAR I, qu'en est-il de VITAR II ?

Dina Sensi- « VITAR II s'inscrit dans le prolongement de VITAR I et décide d'organiser, entre autres, une formation de formateurs/trices en relations interculturelles, ce qui permet à la fois, la valorisation des compétences des migrants, la création d'un groupe d'experts formateurs/trices dans le domaine de l'interculturalité et la mise à l'emploi de personnes hautement qualifiées dans des projets de développement au Nord comme au Sud. »

Diversités et Citoyennetés- Comment s'est déroulée cette formation ?

Dina Sensi- « Cette formation de formateurs s'est structurée autour de quatre modules de cours (180 heures réparties sur quatre mois) et 60 heures de stage pratique. Les objectifs de cette formation étaient:

- Intégrer les concepts de la formation à la diversité et à la citoyenneté, de l'éducation au développement.
- Défendre les valeurs démocratiques qui sous-tendent l'éducation à la diversité et la citoyenneté.
- Entrer dans un processus de remise en question personnelle de ses propres préjugés et stéréotypes.
- Elaborer un agenda de formation en tenant compte de la spécificité et des besoins des participant(e)s.
- Organiser, mener et évaluer une formation d'adultes.

Après quelques difficultés au début pour toucher et recruter le public, un groupe de 25 personnes (dont 2/3 femmes, 1/3 hommes) s'est montré intéressé et 23 ont terminé la formation. On a constaté énormément de motivation et un taux de présence régulier extrêmement élevé avec une moyenne de 85% de présence jusqu'au bout des 4 mois. »

Diversités et Citoyennetés- Et après ces 4 mois ?

Dina Sensi- « Au terme de la formation, 15 personnes ont désiré continuer et s'engager comme formateurs/trices, 5 autres ont préféré se positionner dans un rôle de lobbying de la problématique car elles ne se sentaient pas prêtes à devenir formateur/trice, et 3 ont décidé d'abandonner le projet. Aujourd'hui, il reste donc un groupe actif de 20 personnes qui travaillent au développement des projets notamment au travers des stages pratiques. »

Diversités et Citoyennetés- Quels partenariats avez-vous développés avec les pays du Sud ?

Dina Sensi- « S'il manque des formateurs en Wallonie, que dire alors des pays d'Afrique subsaharienne ! C'est la raison pour laquelle, une dizaine de stagiaires ont mené leur stage pratique au Burundi et en RDC. Ils y ont rencontré des ONG qui ont très rapidement organisé des sessions de formation pour leurs travailleurs sociaux. Les évaluations des participants se sont révélées très positives tant les besoins en matière de relations interculturelles sont importants dans ces pays à grande instabilité. La dernière phase de ces stages a permis de construire avec les ONG du terrain et des institutions sur place des projets à déposer auprès d'organismes de financement internationaux pour continuer la collaboration et permettre aux experts formateurs/trices de s'insérer dans un emploi utile à la coopération au développement. En Belgique, les stages se sont déroulés dans des associations qui travaillent avec des publics multiculturels. Les plus significatifs sont sans aucun doute les stages effectués dans trois centres pour réfugiés de la Croix Rouge, où les formateurs/trices ont animé des sessions avec les résidents (francophones) sur la communication interculturelle. »

Diversités et Citoyennetés- Dina Sensi, une dernière question : quel est le message que vous aimeriez transmettre aux travailleurs sociaux ou aux professionnels qui assistent à ce congrès ?

Dina Sensi- « Et bien, peut-être de relever l'importance, voire l'urgence de réfléchir ensemble à la manière de valoriser les compétences des migrants de le domaine de l'intervention sociale. Les compétences les plus apparentes des Africains immigrés sont académiques mais les compétences « interculturelles » de ces migrants, capables de s'adapter à des « mondes » différents et surtout capables de jouer les « médiateurs » entre ces mondes, ne doivent pas être ignorées. De la même manière, l'expérience relationnelle ou organisationnelle que la plupart des Africain(e)s de l'immigration ont acquise dans leur pays d'installation - au prix souvent d'une déqualification professionnelle - peut aussi s'avérer intéressante à mobiliser. Valoriser les compétences professionnelles, c'est aussi valoriser l'identité, reconnaître la personne et ce qu'elle a à échanger, à proposer. Faire en sorte qu'elle ait l'envie, l'énergie, la motivation de s'impliquer dans des projets valorisants tant dans son pays d'accueil que dans son pays d'origine, voilà une manière de créer des partenariats un peu plus équitables. »

NOUVELLES PUBLICATIONS

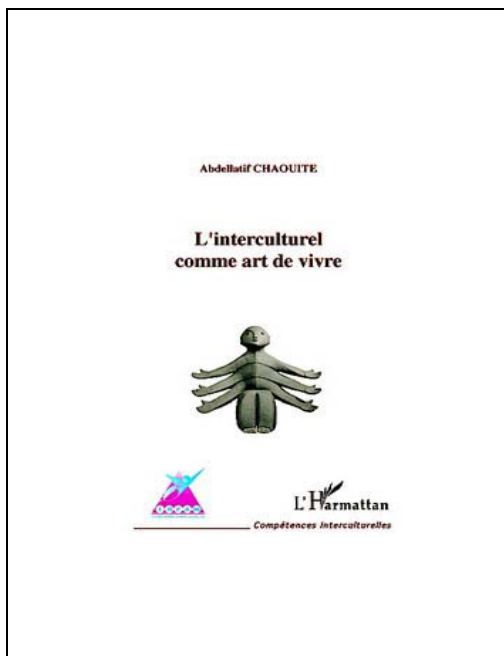
COLLECTION « COMPÉTENCES INTERCULTURELLES »
EDITIONS DE L'HARMATTAN - PARIS

Julie DEPIREUX et Altay MANÇO (éds)

Formation d'adultes et interculturalité : innovations en pays francophones

Paris, Editions de L'Harmattan, collection « Compétences Interculturelles »
à paraître en 2008.

Le livre reprend les contributions significatives proposées au *Congrès des Formateurs en Travail social tenu à Namur en juillet 2007* et relevant du champ de l'interculturel. L'approche tend à mettre en exergue les expériences de formation d'adultes en contextes d'interculturalité. L'ouvrage comprend ainsi des innovations belges, canadiennes, françaises et suisses en la matière. Divers domaines sont envisagés comme l'évaluation des initiatives, ainsi que les liens entre la recherche et la pratique de la formation continue. Bien entendu, une partie importante des contributions analysent des initiatives concrètes de formation d'adultes. Parmi les dix contributions, Michèle Vatz Laaroussi de l'Université de Sherbrooke se propose d'examiner les interventions interculturelles centrées sur l'histoire en tant qu'enjeux pour la formation. Autre exemple : la médiation sociale et culturelle est abordée en tant qu'émergence d'un métier et aussi d'une formation par Thérèse Bouvier et Danièle Onesti de l'IRTS de Paris. Quant à Claudio Bolzman de la Haute école de travail social de Genève, sa contribution concerne l'articulation entre recherche et formation dans le domaine du travail social interculturel en Suisse romande. Les éditeurs scientifiques du volume clôturent le livre en focalisant sur un axe innovant de formation continuée des intervenants territorialisés. Il s'agit de la production et de la dissémination d'un outil d'aide à l'évaluation des actions locales d'intégration. Le livre sera disponible au second semestre 2008.



A. Chaouite

« L'interculturel comme art de vivre »
L'Harmattan - Collection « Compétences Interculturelles », Paris, 2007, 158 p.

L'interculturel comme art de vivre est une option stratégique à la fois critique et créatrice : critique des illusions et des faux-semblants, sociaux et politiques, qui font rater les rendez-vous de la société avec son devenir interculturel ; créatrice des « compétences interculturelles » nécessaires pour accompagner ce devenir dans le champ social. De ce fait, son horizon n'est pas réductible à des actions correctives des fatalités des malchances dans les relations sociales, il est, plus radicalement, une remise en question des fonctionnements producteurs de ces « fatalités ». En cela, l'interculturel ouvre sur l'exigence de penser et d'agir autrement. A partir d'une expérience sur le terrain associatif et d'une pratique de formation et d'accompagnement des acteurs sociaux, l'auteur ouvre quelques pistes de réflexions centrées sur penser et vivre autrement l'interculturel.

Autres publications de notre collection : visitez notre nouveau [catalogue](#)

Documents disponibles à l'IRFAM :
jpardo@irfam.org

INFORMATIONS

L'Association pour la Recherche InterCulturelle (ARIC)

S'ADRESSE AUX INTERVENANTS ET CHERCHEURS BELGES EN INTERCULTUREL !

La recherche interculturelle a connu ces dernières années un développement rapide dans le monde francophone et latin, les questions liées à la diversité des cultures interrogent un nombre croissant de chercheurs de plusieurs disciplines, ainsi que de praticiens. L'Association pour la Recherche InterCulturelle (ARIC) leur offre un lieu privilégié pour échanger et débattre. L'ARIC a été créée en 1984 par un groupe de chercheurs francophones, dans le but d'établir un réseau international et interdisciplinaire qui soit une alternative aux associations scientifiques anglophones. Si depuis la fondation de l'ARIC un grand nombre de ses membres viennent de France, de Suisse et du Québec, l'ARIC est heureuse de voir ces dernières années la composition de ses membres se diversifier et s'étendre à d'autres espaces géographiques et culturels, ce qui se reflète dans les lieux des congrès qui ont lieu tous les deux ans.

Les objectifs de l'ARIC sont les suivants :

- dynamiser la recherche interculturelle, en favorisant l'échange international d'informations entre chercheurs et acteurs, notamment en organisant des rencontres scientifiques internationales mais aussi nationales ou régionales;
- promouvoir la collaboration interdisciplinaire dans la recherche interculturelle;
- favoriser l'articulation entre théorie et pratique.

Le **site de l'ARIC** (<http://www.unifr.ch/ipg/sitecrt/ARIC/Ouverture.htm>) donne toutes les informations sur l'association. Il comprend également les textes de récents congrès de l'ARIC, ainsi que le Bulletin de l'ARIC, dont les anciens numéros sont en accès libre, les plus récents étant réservés aux membres. L'ARIC dispose également d'une collection à l'Harmattan, qui a pour fonction de diffuser sous forme d'ouvrages accessibles à un large public, les travaux de recherche interculturelle.

FESET



Association Européenne des Centres de Formation au Travail Socio-Educatif
European Association of Training Centres for Socio-Educational Care Work
Organisation Internationale Non Gouvernementale (OING)
dotée du statut participatif auprès du Conseil de l'Europe
Non Governmental International Organisation (NGIO)
enjoying participative status with the Council of Europe

vous invite à son 6^{ème} séminaire
« Les compétences en éducation sociale et dans les autres professions de l'action sociale et éducative » - Amsterdam - 24-26 Avril 2008

Le système Bologne de formation supérieure met les **compétences** à acquérir au centre des curricula de nos Ecoles et Universités : le séminaire FESET d'Amsterdam fera le point sur la **grande variété de compétences des professionnels de l'éducation sociale** (éducateurs spécialisés, éducateurs sociaux, travailleurs sociaux, pédagogues sociaux, orthopédagogues... selon les dénominations dans les divers pays en Europe, les contextes et les cadres de leurs interventions). Ce sera l'occasion de contribuer à répondre aux questions suivantes :

Que faut-il entendre par compétences des professionnels de l'action sociale ? Les curricula « enseignés » sont-ils construits sur des compétences professionnelles explicites ? Comment traduire les compétences à acquérir en curricula, plans d'études et programmes ? Quel équilibre entre approche disciplinaire et approche par compétences dans un programme ? Comment enseigner à nos étudiants les compétences qui fondent l'éducation sociale ? Quelles compétences sont mises en exergue pour les professions sociales selon les pays ? Y a-t-il de la recherche fondamentale sur les compétences en travail social ? De quelles méthodes disposons-nous pour identifier les compétences ? Quelles compétences communes aux divers contextes et pratiques de l'éducation sociale ? Comment les recherches sur les compétences peuvent être « syntonisées » sur les demandes des praticiens de l'éducation et sur les développements de la politique sociale ? Les diplômés de ces champs ne seront que « compétents » ou aussi responsables et pro-actifs ?

Enseignants, praticiens et chercheurs sont les bienvenus au séminaire 2008 d'Amsterdam et sont cordialement invités à soumettre leur intervention dans les divers ateliers. Un appel à publications est également lancé sur le thème « Compétences professionnelles en éducation ». Tous les renseignements disponibles sur www.feset.org .



MRAX LANCE UN APPEL À PARTENAIRES

Pour la « Semaine d'Actions contre le racisme » des 13-22 mars 2008

Expos, spectacles, humour, conférences, débats, animations, musique, concours ...

Rejoignez le projet collectif de la Semaine d'Actions contre le Racisme en proposant une activité à l'attention de votre public. Cette action viendra enrichir la programmation générale de la Semaine et permettra, nous l'espérons, des échanges et des découvertes entre les quartiers et les citoyens.

Pour plus d'information, n'hésitez pas à visiter le site www.contreleracisme.be où vous trouverez, en rubrique archive, les programmations de 2006 et 2007.